

Débat sur le traité franco-allemand (RTL, 23 janvier 1963)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Tribune sur traité franco-allemand / ENNECH, Saltas.- RTL [Prod.], 23.01.1963. RTL, Paris. - SON (00:14:24, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/debat_sur_le_traite_franco_allemand_rtl_23_janvier_1963-fr-45d7f23c-0ca6-4331-bc11-2dcd5a91acae.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Débat sur le traité franco-allemand (RTL, 23 janvier 1963)

[Journaliste] Interrompues vendredi dernier, les négociations de Bruxelles pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun doivent reprendre, vous le savez, le 28 janvier. Cependant, dès demain jeudi, c'est-à-dire 24 heures après la fin des entretiens De Gaulle-Adenauer à Paris et la signature du traité franco-allemand, à Bruxelles, la session ordinaire du Conseil des ministres des six pays du Marché commun va s'ouvrir. Dès demain, on pourra donc prendre la température de la crise européenne où l'on voit, opposés à la France, cinq partenaires toujours favorables à l'admission de la Grande-Bretagne. Le ministre luxembourgeois monsieur Schaus s'est déclaré hostile à toute suspension des négociations. Son homologue italien, monsieur Piccioni, a déclaré qu'il ne paraissait pas de trop grandes illusions. Dans cette atmosphère tendue, le récent traité franco-allemand continue à susciter dans l'Europe des Six critiques et appréhensions. Radio Luxembourg a choisi cette journée, au lendemain de la conclusion du traité franco-allemand et à la veille de nouvelles négociations de Bruxelles, pour organiser un débat qui réunit, autour de notre micro, madame Ennech, représentant la presse du Grand-Duché du Luxembourg, monsieur Sal Tas du journal d'Amsterdam « Het Parool », monsieur Tom Cadett, correspondant parisien de la BBC, Georges Broussine du journal français « La Nation » et monsieur Ernst Burkart de l'agence allemande dpa. Le débat est dirigé par Georges Walter.

[Georges Walter] Madame, messieurs, le général de Gaulle et le chancelier Adenauer viennent de signer à Paris un traité franco-allemand. De ce traité franco-allemand on a dit, c'est le chancelier Adenauer qui l'a dit, qu'il mettait fin à plusieurs siècles d'antagonisme franco-allemand. Sur ce point, tout le monde semble être d'accord. Mais de quoi ce traité est-il le commencement ? Qu'est-ce qu'il veut inaugurer ? C'est là une question que chacun se pose et les réponses à cette question sont extrêmement différentes. Qu'en pensez-vous, Georges Broussine ?

[Georges Broussine] Il s'agit évidemment d'un événement diplomatique et politique de première grandeur, d'un événement historique qui ouvre de nouvelles voies en Europe. Et ce traité, selon la volonté de ses signataires, ouvre notamment la voie vers une Europe unie, une Europe qui pourra être construite particulièrement par la jeunesse des deux pays. Voilà en particulier la signification que, pour moi, a ce traité et que cette signature revêt à mes yeux.

[Georges Walter] Monsieur Burkart ?

[Ernst Burkart] Je suis, dans les grandes lignes, exactement du même avis que mon confrère français. Si on s'imagine qu'il n'y a pas longtemps que nous, dans l'école même, on a pu lire que la France, alors les gens de l'autre côté du Rhin, c'étaient les ennemis héréditaires.

[Georges Walter] Madame Ennech ?

[Madame Ennech] En soi, ce traité me paraît excellent, n'est-ce pas, le Luxembourgeois est européen. Ceci étant dit, il y a quand même certaines craintes. N'est-ce pas, maintenant France et Allemagne sont d'accord, les autres pays seront consultés et leur voix, bien sûr, elle est toujours là, mais elle n'aura tout de même plus la même importance, la même valeur qu'auparavant.

[Georges Walter] Et bien, Madame Ennech, vous abordez déjà presque la deuxième partie de ce débat. Ici, vous mettez en cause les conséquences possibles de cet accord franco-allemand et c'est sur ce sujet, si vous voulez, que je vais interroger monsieur Sal Tas qui représente le journal d'Amsterdam « Het Parool ».

[Sal Tas] En soi, tout le monde est pour la réconciliation entre l'Allemagne et la France, mais de là à croire que ce traité est l'inauguration d'une Europe nouvelle, ça, c'est autre chose. Personnellement, je ne peux pas détacher ce traité de la dernière conférence de presse de De Gaulle qui donne, si vous voulez, le background, l'ambiance dans laquelle il faut placer le traité. Or, dans cette conférence de presse De Gaulle a dit deux choses qui étaient très claires parce qu'elles sont logiques dans la politique de De Gaulle. C'est d'abord qu'il s'est détaché de l'Angleterre, qu'il a même presque éloignée de l'Europe continentale et, ensuite, qu'il s'est détaché aussi du monde atlantique, car il a parlé d'un ton très ironique de la communauté atlantique dans

laquelle l'Europe serait noyée, etc. Ce qui veut dire, qu'on se demande, ce traité-là, qu'est-ce qu'on veut faire avec cela ? Or, quand je lis le traité, ça m'a beaucoup impressionné. Ça va très très loin. Ça va beaucoup plus loin même que la conception d'une Europe comme la troisième force, car dans ce traité-là on traite de tout. C'est la conception d'une politique, d'une diplomatie, d'une politique étrangère complètement entière qui englobe presque tout. Or, dans ce cas-là, ce n'est pas un traité seulement, c'est un véritable axe. Or, cet axe-là qui va manipuler l'Europe, ça peut très facilement devenir le bâton entre les jambes des partenaires atlantiques.

[Georges Walter] Je voudrais tout de suite demander ce qu'en pense l'Angleterre, je veux dire, monsieur Tom Cadett.

[Tom Cadett] Oui, en toute vitesse, je voudrais dire, n'est-ce pas, d'abord que la Grande-Bretagne et moi-même personnellement, nous avons fait deux petites guerres à côté des Français et contre les Allemands. Donc, nous avons une double raison de nous réjouir si ce traité était simplement conçu, imaginé, pour cette grande réconciliation. Mais quand le général de Gaulle, d'une façon, il nous a enterré avec des fleurs un peu fanées, tribut à notre passé, mais pour l'avenir, nous sommes exclus pour un petit bout de temps.

[Georges Walter] Et bien, je vois que nous touchons très vite au point sensible du sujet. Georges Broussine, je crois que le mot « axe » vous a fait sursauter.

[Georges Broussine] Différentes choses m'ont fait sursauter dans ce qui vient d'être dit, ce qui n'étonnera pas mes confrères. Tout d'abord, il y a une chose qui me choque un tout petit peu, c'est que tout le monde dit : très bien, la réconciliation franco-allemande, nous la souhaitons, nous la voulons, mais nous la voulons autrement que comme vous l'avez prévue. Dès que quelqu'un fait quelque chose, et bien, on critique la méthode, tout en approuvant le fond. Or, comment voulez-vous imaginer cette réconciliation franco-allemande ? Comment vouliez-vous qu'elle puisse se réaliser, se concrétiser, si ce n'est par un acte solennel qui sera ratifié par les deux parlements ? Ça, c'est un premier point. Deuxième point, où avez-vous vu que le traité exclut quiconque ? Ce traité, au contraire, selon la déclaration préalable en forme de préambule des deux signataires, reste ouvert à tous, constitue un premier pas dans la voie d'une Europe unie. Donc, je ne vois pas pourquoi les autres États européens devraient s'inquiéter. Bien sûr, il y a de vieilles rancunes, il y a de vieilles craintes, on a toujours eu peur d'une trop grande puissance sur le continent qui effraye des petites nations. Mais ces hommes qui signent le traité, qui tout de même n'ont aucune ambition territoriale, vous disent: « Entrez ! Venez avec nous, nous n'avons rien contre. Au contraire, nous sollicitons votre participation. » En quoi cela est-il dangereux ? Ça, c'est un premier point. Et le deuxième point, je veux répondre à notre confrère anglais : ce n'est pas le général de Gaulle qui a exclu l'Angleterre. Pourquoi ? Au cours de sa conférence de presse, il a constaté premièrement que l'Angleterre est une île et deuxièmement que l'Alliance atlantique était dirigée par les Américains. Tout cela est entièrement vrai ! Tout cela est entièrement vrai et je le dis d'autant plus facilement à mon ami Tom Cadett que je le connais depuis de longues années et que nous avons été côte à côte, puisque j'appartenais à la France libre et que lui appartenait à l'armée britannique. Alors, je ne crois pas que les fleurs dont le général de Gaulle a couvert monsieur Macmillan soient des fleurs fanées. Bien au contraire, je pense que le général de Gaulle était d'une profonde sincérité et qu'il est d'une profonde sincérité et que nous sommes tous, très sincèrement, admiratifs de ce que représente la Grande-Bretagne. Mais nous constatons simplement que pour des raisons techniques, pour des raisons économiques, la Grande-Bretagne...

[] Et surtout politiques.

[Georges Broussine] Et bien, non ! Justement, je n'admets pas cette interprétation. Ce n'est pas pour des raisons politiques, ce sont uniquement pour des raisons techniques, économiques, que les pourparlers de Bruxelles sont arrivés à une impasse. Je pense que si l'Angleterre voulait vraiment entrer dans l'Europe, si monsieur Heath disait, le 28 janvier prochain, et bien, c'est très bien, j'accepte d'adhérer au traité de Rome, il n'y aurait aucune opposition de la part de la France.

[] Ah, chiche !

[Georges Walter] Monsieur Sal Tas.

[Sal Tas] L'Allemagne a été l'ennemi héréditaire. L'ennemi héréditaire, on s'en est débarrassé par la fin de la guerre qu'on a gagnée. L'Angleterre n'est pas l'ennemi héréditaire, il est pire pour beaucoup de Français, parce que c'est le concurrent. Ça reste ! On peut se débarrasser de l'ennemi héréditaire, on ne se débarrasse pas d'un ami qui est un concurrent. Beaucoup de Français sont disposés à devenir maintenant plus anti-anglais que pro-allemands. Et c'est ça un élément de la politique de De Gaulle que je trouve extrêmement dangereux.

[Georges Broussine] Mais où avez-vous vu que De Gaulle était anti-anglais dans ses déclarations ? Où avez-vous vu que les Français soient anti-anglais ? Je ne suis pas du tout d'accord. Je ne pense pas que la réconciliation franco-allemande soit dirigée contre quiconque et particulièrement pas contre la Grande-Bretagne.

[Georges Walter] Monsieur Tom Cadett.

[Tom Cadett] De Gaulle, par le ton de sa voix, pas même ses raisonnements, a donné l'impression de vouloir nous écarter, les Anglais, de l'Europe. Il veut ne pas être gêné par l'Angleterre qui n'a jamais voulu une grosse puissance.

[Georges Broussine] Mais moi, je suis sûr, et je vais vous dire, mon cher Cadett, je suis sûr que d'ici très peu de temps, et bien, l'Angleterre comprendra que son intérêt, tous ses liens se trouvent avec l'Europe et qu'elle franchira ce pas qui ne lui est pas rendu impossible à franchir par l'attitude du général de Gaulle mais par ses propres conceptions. D'ailleurs, j'en veux pour preuve le vote de l'union des agriculteurs anglais qui, à l'unanimité, ont décidé il y a 48 heures qu'il fallait que l'Angleterre n'adhère pas au traité de Rome. Alors ça, c'est tout de même un fait, et un fait important, et qui montre bien que les problèmes économiques sont en cause. Il s'agit aussi de savoir quelle Europe les Anglais veulent. Est-ce que vous croyez que l'Europe que De Gaulle veut, et nous savons tous qu'il la veut, une Europe autonome, indépendante – je ne dis pas une Europe troisième force – mais une Europe qui peut traiter sur un plan d'égalité ou sur un pied d'égalité avec l'Amérique...

[Sal Tas] Quel bloc occidental voulez-vous ? C'est ça la question primordiale. Tout dépend de cela. Toute la sécurité de l'Europe dépend de cela. Quel bloc occidental la France veut-elle admettre et construire avec nous ?

[Georges Broussine] De Gaulle veut l'Alliance atlantique, mais dans laquelle un certain équilibre serait respecté entre l'Europe et l'Amérique. Et il s'agit de savoir ce que l'Angleterre va choisir. Encore que, sur l'affaire de Bruxelles, le problème ne soit pas là. Mais tout de même, il s'agit de savoir, et vous-même, il s'agit de savoir ce que vous voulez exactement. Est-ce que vous voulez l'Europe, est-ce que vous voulez une espèce de vaste communauté atlantique dirigée par les Américains ? Je n'ai rien contre les Américains et De Gaulle n'a pas pris position contre le pacte atlantique. Au contraire ! Il a toujours parlé du pacte atlantique en termes favorables, en disant seulement qu'il fallait l'adapter aux réalités. Alors quelles sont ces réalités ? Et moi, je vous renvoie la question. Quelle Europe voulez-vous ?

[Georges Walter] Messieurs, il faut se diriger maintenant vers une conclusion. Vous avez fixé toute votre attention sur les intentions du général de Gaulle et je me demande s'il ne faudrait pas les fixer également sur celles du chancelier Adenauer ? Monsieur Burkart.

[Ernst Burkart] Je crois, même si je me répète un peu, je crois qu'on ne peut pas lier le traité même qui a été signé hier et la situation qui a été créée à Bruxelles, malgré qu'elle ait été créée par De Gaulle, disons-le.

[Georges Walter] Monsieur Tom Cadett.

[Tom Cadett] Oui, très vite, je vous dirai simplement que j'ai suivi la carrière du général de Gaulle depuis 40. C'est un grand ambitieux, il aime le pouvoir et je suis sûr que le meilleur instrument pour lui serait

justement de développer l'axe Paris-Bonn avec, évidemment, comment dirais-je, le consentement des autres puissances du Marché commun. Et que les Anglais seraient des grands gêneurs là-dedans.

[Georges Walter] On a dit que monsieur Schröder avait dit à monsieur Couve de Murville, son homologue français des Affaires étrangères, que le chancelier Adenauer était assuré d'avoir l'assentiment du Bundestag en ce qui concerne les accords franco-allemands. Comment se fait-il qu'une opposition allemande qui est si anxieuse de ne pas voir l'Allemagne coupée de l'Amérique, ait par avance, en quelque sorte, donné une sorte de blanc-seing au chancelier allemand pour cette signature ?

[] Ils ne l'ont pas donné. Il ne l'ont pas donné. Ah non !

[Madame Ennech] Mais c'est ce que je dis.

[Georges Walter] Monsieur Burkart.

[] Ils ne l'ont pas donné.

[Ernst Burkart] Adenauer a l'unanimité des trois partis du Bundestag, malgré que ces mêmes trois partis soient dans une autre sphère, plus pressante, pour faire quelque chose maintenant dans la situation de Bruxelles.

[] Mais c'est à cause sûrement, n'est-ce pas, des partis en Allemagne que le chancelier s'est pensé obligé d'essayer de faire quelque chose pour adoucir le général de Gaulle.

[Georges Walter] Madame Ennech.

[Madame Ennech] Alors, en ce moment, là, je suis tout à fait d'accord. Et alors, je reviens au texte du traité. Notre ami Broussine a dit qu'il y avait là une invitation aux autres pays de se joindre à ce traité, mais j'ai beau chercher, ça me semble plutôt un appel pieux, un désir, et dans ce cas-là, il me semble que les autres pays, enfin les pays partenaires, sont assez mis à l'écart, assez négligés.

[Georges Broussine] On a tort de s'inquiéter parce que le traité ne définit pas une politique, il définit un cadre dans lequel on pourra élaborer une politique. Et puis, je voudrais encore répondre à mon ami anglais dont l'émotion me touche. Je veux lui dire qu'il n'y a rien, contrairement à ce qu'il peut penser, de politiquement hostile dans la politique gaulliste à la Grande-Bretagne. Et je le supplie, je lui demande d'éviter tout ce qui peut paraître polémique entre la France et la Grande-Bretagne. Le bloc occidental n'a rien à gagner à ce conflit et la Grande-Bretagne, un jour ou l'autre, comprendra qu'elle est liée à l'Occident et qu'elle est surtout liée à l'Europe et que la France ne cherche pas du tout à l'éliminer de l'Europe. Simplement elle cherche à lui faciliter l'entrée, mais l'entrée réelle dans une Europe qui restera l'Europe qu'elle est aujourd'hui.

[Tom Cadett] Rien ne changerait mon impression, très, très ferme, que le général de Gaulle, même si nous étions prêts à tout faire aujourd'hui pour entrer, il ne veut pas de nous.

[Georges Broussine] Monsieur Heath n'a qu'à dire chiche.

[Journaliste] Vous avez entendu au cours de ce débat, dirigé par Georges Walter, madame Ennech, représentant la presse du Grand-Duché du Luxembourg, monsieur Sal Tas du journal d'Amsterdam « Het Parool », monsieur Tom Cadett, correspondant parisien de la BBC, monsieur Georges Broussine du journal français « La Nation » et monsieur Ernst Burkart de l'agence allemande dpa.